

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2111>



Sacré Raffarin !

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : lundi 20 février 2023

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Il faut reconnaître à l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin une sacrée constance. Dès qu'un grand mouvement populaire se développe, il explique « Ce n'est pas la rue qui gouverne ». Dans la foulée, il critique les référendums qui, selon lui, prêtent à toutes les manipulations.

Passons sur le fait que son discours n'est pas très gaulliste puisque le Général De Gaulle faisait du référendum un des piliers des institutions à tel point qu'il démissionna après l'échec de son référendum de 1969. Remarquons plutôt l'absence totale de réflexion de Raffarin sur la question de la légitimité. Car sa critique de la rue en tant que porteuse de légitimité, même si elle mérite attention, lui permet de justifier tous les pouvoirs, aussi faibles et fragiles soient-ils.

Le cas d'Emmanuel Macron est, de ce point de vue, exemplaire. Il obtient au premier tour de l'élection présidentielle environ 20% des inscrits en n'ayant d'ailleurs pas fait campagne du tout. Il est élu au deuxième tour par un peu moins de 40% des inscrits et cela par défaut puisqu'une part substantielle de ses électeurs veulent simplement faire barrage au RN.

Peut-on suivre Raffarin dans sa définition de la démocratie ? Peut-on accepter de considérer un tel vote comme porteur de légitimité ? Non, tout au plus il montre un refus des autres candidats.

Certes, ce n'est pas la rue qui gouverne. Mais elle est un indicateur des refus ou des aspirations. A l'heure où les institutions sont en crise, elle indique en effet l'attente d'une organisation nouvelle de la représentation nationale, du rapport entre les citoyens et leurs représentants, du respect de la volonté du peuple, pourtant au cœur de la démocratie.

Se moquer des souffrances qui s'expriment ainsi est inacceptable. Nous appelons à respecter les citoyens, à retrouver un vrai lien entre représentés et représentants et à en tirer toutes les conséquences institutionnelles.